

prospérité et les nouveaux emplois dont le pays a besoin, et non pour l'en empêcher, et je puis vous donner l'assurance du gouvernement qu'Investissement Canada sera administré de façon juste et objective.

J'aimerais vous parler brièvement de l'orientation que nous entendons donner au secteur énergétique. De nombreux Américains méconnaissent l'importance que ce secteur de l'économie canadienne revêt pour leur économie. Or, le Canada est le plus grand exportateur d'énergie pour les États-Unis. Nous vous fournissons pratiquement 100 % de vos importations de gaz naturel et d'électricité. Nous sommes votre premier fournisseur d'uranium et votre deuxième fournisseur de pétrole. Au rythme de 580 000 barils par jour, nous vous procurons plus de pétrole que n'importe lequel des pays de l'OPEP.

Le renouveau économique est tributaire de la vigueur du secteur énergétique. Les investissements dans ce domaine représentent 30 % de tous les investissements faits au Canada, et les retombées d'un secteur énergétique fort et en pleine expansion sont énormes pour le reste de l'économie. Comme bon nombre d'entre vous le savent, le Programme énergétique national (PEN) est né d'intentions louables; de toute évidence, les méthodes employées et les résultats obtenus ne le sont pas. Le PEN n'a tout simplement pas réussi à atteindre les trois objectifs fixés : équité, sécurité des approvisionnements et canadienisation. Notre objectif immédiat est donc de faire de l'énergie un secteur dynamique en pleine croissance. Nous voulons réaffirmer aux investisseurs qu'il y a là des possibilités exceptionnelles. Nous croyons à l'auto-discipline du marché. Nous entreprenons en ce moment des consultations en vue d'abolir les mécanismes de contrôle des prix du pétrole au Canada. Nous appliquons les mêmes principes à nos exportations. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, par exemple, nos excédents de gaz naturel vous parviennent à des prix établis en fonction du marché par les vendeurs et les acheteurs, et non par le gouvernement. Certains signes nous font déjà croire que, après plusieurs années de déclin, le volume de nos exportations commence à remonter aux niveaux traditionnels. En 1985, la valeur du gaz naturel vendu aux États-Unis pourrait en effet s'élever à un milliard de dollars de plus que celle qu'il aurait eu en vertu du système de fixation des prix de l'ancien gouvernement. Le jeu des forces du marché donne de bons résultats.

Nous entendons modifier la législation concernant la rétrocession des terres, selon laquelle le gouvernement se réserve une participation de 25 % dans toutes les activités d'exploitation des terres. Le Canada ne s'est pas bâti grâce à l'expropriation rétroactive de la propriété individuelle. Il s'agit d'une pratique odieuse que le nouveau gouvernement n'entend pas suivre.

Enfin, dans la perspective des modifications importantes que connaîtront les prix de l'énergie dans leur ensemble, nous entreprendrons bientôt un vaste examen de la taxation fédérale dans ce domaine. Nous ferons en sorte que notre régime fiscal laisse une bonne place aux stimulants nécessaires aux investissements. La canadienisation demeure l'un de nos objectifs, certes, mais le système doit être juste, et il le sera, pour tous ceux qui, en investissant, misent sur la croissance de notre économie. L'enjeu est le même pour tous — bâtir le Canada — et les règles pour y parvenir seront elles aussi identiques : on ne les changera pas en cours de route, au détriment des joueurs.

Le Canada fait face à de sérieux problèmes, mais il a devant lui un brillant avenir. Il est l'un des pays du monde le mieux doté en ressources naturelles. Ces richesses, nous n'avons pas le droit de les gaspiller et